UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

L'information de l'éducation rurale, pp. 81-100

NYANDWI Nicodème; PABANEL Jean-Pierre,

1982-07
UB, Cahiers du CURDES

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/543

NYANDWI Nicodème, PABANEL Jean-Pierre, L'information de l'éducation rurale, pp. 81-100, Cahiers du CURDES n° 1, Juin 1982.

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

L'INFORMATION ET L'EDUCATION RURALE

Par

Nicodème NYANDWI avec
la collaboration de
Jean Pierre PABANEL

Depuis quelques années, il devient urgent de rechercher le hiatus existant entre l'enseignement et le developpement.
La raison est que les responsables du développement se sont rendus compte que les efforts déployés dans ce secteur n'ont que très peu contribué à la résolution des difficultés que pose la promotion du monde rural.

Pour ce qui nous concerne, ce travail cherchera à soumettre à la critique quelques constatations faites et à poser une alternative aux systèmes éducationnels applicables actuellement au monde rural. C'est pourquoi il nous semble impérieux de nous intérroger sur un certain nombre de questions qui pourront apporter quelques profils de solutions à adopter sur le devenir du rôle de l'éducation en milieu rural -
Cette réflexion s'axe sur les points suivants :

1. Quel serait le mode de développement à promouvoir en milieu rural et en définitive, quel type de société faut-il construire ?
2. Sur quel repère faut-il bâtir une stratégie formative en milieu rural ?
3. Quels sont les problèmes majeurs que suscitent l'éducation et l'information dans le monde paysan ?

Les réponses à ces questions nous aideront à fixer quelques principes de base du système éducatif à adopter dans le cadre du développement rural.

1. Les communautés rurales et les modes alternatifs de développement.

La réflexion actuelle sur le développement part du constat de faillite de nombreuses opérations de développement entreprises avec l'aide (ou non) des organismes internationaux par certains Etats africains qui mettent l'accent sur les problèmes d'investissements des capitaux et l'emploi rationnel des facteurs techniques en vue d'une croissance économique rapide.

Ces programmes mettent surtout en évidence l'émergence progressive des aspirations nouvelles. Les promoteurs de ces projets négligent par ce fait le "facteur humain", son environnement et sa culture.

Le développement suppose, en même temps qu'il le crée, un homme nouveau, une société nouvelle. Cela n'est possible que dans la mesure où l'homme se situe au centre du développement.

En tant que source de son épanouissement, l'homme doit concevoir son développement et le vouloir. La communauté dans laquelle il vit ne doit pas s'y opposer.

En tant qu'artisan, il doit réaliser son développement par ses décisions, ses efforts et ses activités, mais ceux-ci sont déterminés par l'ensemble des moyens techniques, par les conditions du travail, par l'organisation du temps et de l'espace propres au milieu socio-culturel qu'il partage.

Il en constitue la fin, en ce sens qu'il oriente son développement selon une idéologie reflètant l'image d'une société telle qu'elle est souhaitée par la majorité de ses membres.

Il s'ensuit que le développement d'une région ne constitue pas l'effort de quelques individus mais engage plutôt toute la communauté à une reconversion de sa mentalité, de sa structure et de ses comportements.

Dans sa dynamique, la société ne pourra survivre que si les hommes qui y vivent peuvent adapter leurs façons de vivre, leurs structures économiques et sociales face aux circonstances nouvelles qu'ils doivent affronter. De plus, au sein même de sociétés différentes, les aspirations propres et les besoins spécifiques de chacun, sont en constante évolution. Se trouvant à la base de la diversité des cultures et à un niveau plus large de grandes civilisations, chaque société établit un ordre social conforme aux valeurs et aux normes communes partagées par ses membres.

La mise en contact des civilisations dites "traditionnelles" avec les civilisations "modernes" produit des changements socio-économiques à un rythme très accéléré et bouleverse fondamentalement l'ordre social existant. Ceci provoque inévitablement au sein de la société des conflits, des tensions et des coûts sociaux qui semblent entraver le progrès et le développement mais qui, en fait, en constituent une étape nécessaire et qu'il faut donc assumer dans le processus de développement.

Dans la mesure où les pays africains optent résolument pour un développement rapide, cela exige de tous et de chacun "une discipline librement consentie" [1] c'est-à-dire l'acceptation des exigences économiques et des changements sociaux nécessaires en vue d'atteindre la satisfaction des besoins essentiels de la population. Dans ce cas, l'effort ne devrait pas tendre uniquement vers les aspects techniques de la croissance économique mais devrait permettre l'orientation de la population dans le processus global et social de reconversion mentale et institutionnelle pour qu'elle puisse réaliser cette société nouvelle qui soit à la fois moderne et authentiquement africaine.

---

1) Jan FRANSSEN, *Cours des Méthodes de développement communautaire*, ISES, UNAZA, 2e graduat, année académique 1972-1973.

Une seconde réflexion consiste à s'interroger sur la définition à donner au type de développement à promouvoir dans nos sociétés pour pouvoir résoudre les différents problèmes majeurs du monde rural.

En effet, depuis l'accession à l'indépendance, le problème le plus inquiétant pour les pays africains est celui du blocage de développement. Celui-ci s'exprime en accord avec F.PERROUX [1] par un certain nombre de traits saillants qui caractérisent les économies des pays en développement. Parmi lesquels : la désarticulation des économies, la dépendance économique et financière et un gaspillage permanent des ressources humaines. Ces faiblesses structurelles se traduisent par une série de problèmes sociaux avec lesquels ces pays sont quotidiennement confrontés, notamment :

- Insuffisance des services essentiels et d'infrastructures rurales (santé, éducation, adduction d'eau ....)
- Alimentation et état nutritionnel insuffisants ou critiques
- Mode d'économie de subsistance largement répandu : pratiques culturales et pastorales archaïques, faible productivité agricole, sous-emploi
- Surnatalité, surmortalité et espérance de vie basse
- Exode rural et migration de jeunes ruraux
- Faible motivation de la population rurale du fait de son isolement culturel, social et économique.

Pour s'attaquer à ces fléaux, divers modèles de développement furent avancés : "Développement auto-centré, endogène, autodéveloppement, autogestion, etc... Ces différentes terminologies mettent l'accent sur le rôle premier que doit jouer la communauté de base dans la définition et la satisfaction de ses besoins" [2].

1) F. PERROUX, "La croissance, le développement, les progrès, le progrès, *"Connaissance et Vie,* Quebec.
2) Y.MIGNOT-Le FEBVRE et J.P. MIGNON, *Education en Afrique : Alternatives,* Paris, éd. PRIVAT, 1980, p.1.

Cependant, l'une des contradictions relevées est que dans de nombreux projets de développement, les paysans sont rarement consultés que ce soit au stade initial ou au cours d'exécution. Ces derniers reçoivent des directives impératives venant du sommet sans discussion.

Si le développement était le principal objectif de l'Afrique d'aujourd'hui, il faudrait que sa contribution puisse toucher les différents acteurs impliqués dans ce processus.

Celui-ci devrait avoir des implications au sein du système rural dans le sens de la transformation pouvant aboutir aux finalités suivantes :
non seulement l'augmentation des profits économiques de la population agricole (par l'amélioration des conditions techniques de production), mais tout ce qui touche aux problèmes de l'emploi, des progrès des services sociaux, aux modes de vie rurale et à la création des infrastructures rurales. Ces différentes réalisations demandent nécessairement le concours et la participation active de la population. Cependant, bien souvent les promoteurs de ces actions se heurtent à une difficulté : les paysans ne semblent pas toujours disposés à s'engager facilement dans ce processus de modernisation considéré généralement comme base de développement. Dans ces conditions, comment résoudre ce problème ? Cette question nous amène à pose la problématique entre l'éducation et le développement.

2. Le système éducatif et le développement.

Selon Louis Malassis, "entre l'éducation et le développement existe des relations de type dialectique. L'éducation à un moment donné est le produit du système socio-économique et du niveau de développement".

"Lorsque le système d'éducation est adapté aux objectifs du développement, par son contenu, ses méthodes pédagogiques et ses structures, il contribue à déclencher le processus de changement dans les idées et finalement dans les faits - le changement attendu que fait naître le système éducatif doit aller de pair avec le changement

effectif sous peine d'aboutir à une désintégration sociale des intéressés" [1].

Etant donné que l'objectif visé par tout développement consiste avant tout à la satisfaction des besoins ressentis des populations et à leur épanouissement tant sur le plan matériel, intellectuel, que spirituel, ceci reviendrait, sur le plan purement économique, à utiliser le potentiel productif de ces populations en leur faisant prendre une part active dans les efforts de développement économique du pays.

Cette démarche ne pourra aboutir que dans la mesure où l'on traduira le "écosystème dynamique" dont la connaissance fournira les données fondamentales et le savoir propre pour optimiser les facteurs de production en vue de promouvoir des activités économiques et sociales [2]. On comprendrait alors la nécessité d'agir au niveau de l'éducation et de l'information, du fait qu'elles jouent un rôle primordial au service de développement en "préparant la population à accueillir les changements qui sont indissociables du développement tout en maintenant les valeurs fondamentales qui font l'originalité du pays" [3].

Bon nombre d'expériences se sont accumulées : animation rurale, vulgarisation agricole, développement communautaire, alphabétisation fonctionnelle, centres de formation pour les jeunes ruraux, radio rurale, école communautaire etc...

---

1) L. MALASSIS, "Education rurale et agricole et développement économique", *Revue Tiers-Monde,* Tome XIV, n° 54, Avril-Juin 1973, pp. 261-262.

2) Ecole Internationale de Bordeaux, *Développement rural intégré : conclusions du séminaire organisé à Bamako du 3 juillet au 11 août 1978,* p. 58.

3) Ecole Internationale de Bordeaux, *Développement rural intégré : Conclusions des travaux du séminaire organisé à Bordeaux du 16 juin au 11 juillet 1980,* (Fascicule 2 : L'approche pratique), p. 30.

C'est à la lumière de celles-ci qu'il y a lieu d'entreprendre une critique d'ensemble sur le système éducatif issu de la colonisation qui s'est montré incompatible avec les possibilités de développement qu'ont connues la majorité des pays africains.

A. Dans le domaine de la scolarisation au sein des zones rurales, il a été constaté, en accord avec G. McCLYMONT [1], que l'éducation des jeunes ruraux semble plutôt créer des individus moins aptes à devenir des membres créateurs et constructifs de leurs communautés que s'ils n'étaient jamais allés à l'école. Cette jeunesse est doublement dépaysée : Elle ne peut poursuivre des études supérieures ; incapables de trouver un emploi dans les villes, elle se sent désormais dépaysée dans les collines. Dans ces conditions, un tel système éducatif produit des citoyens inadaptés et est une des causes du chômage structurel bien plus qu'il ne contribue à la croissance et au développement.

Devant une telle situation, de nombreux pays ont consenti beaucoup d'efforts pour réviser leur système d'éducation afin de le rendre plus efficient, plus adapté et plus orienté vers le développement.

Pour le Burundi, cet effort s'est visiblement matérialisé lors de la réforme de l'enseignement de 1973 dont les options définies s'axent sur deux priorités :

1. Donner à la jeunesse scolarisée et déscolarisée les moyens de participer efficacement au développement et à la modernisation du milieu rural par l'initiation aux techniques agro-pastorales plus productives, par la pratique de l'hygiène domestique, alimentaire et vestimentaire, par l'apprentissage de la petite technologie et de l'artisanat.

2. Enraciner cette jeunesse dans les valeurs culturelles positives du Burundi par notamment l'utilisation de la langue nationale : "le Kirundi".

---

1) G. McCLYMONT, "L'enseignement, problèmes sociaux et le développement rural", *Formation pour l'agriculture et le développement rural,* Rome, F.A.O., 1975, p. 46.

"Cet effort de décolonisation de l'enseignement témoigne ainsi de la volonté de dynamiser les legs des générations ancestrales" [1]. Cependant, l'éducation ne peut s'arrêter là. Il faut faire d'elle un instrument qui permet d'éduquer, d'enseigner et de former pour l'avenir. C'est pourquoi dans ce système formatif, faudra-t-il tenir compte des exigences du monde en devenir en faisant appel aux apports scientifiques extérieurs qui sont nécessaires au progrès.

B. Dans le domaine de la vulgarisation agricole et de l'animation rurale, les expériences menées au lendemain des indépendances africaines, montrent que les interventions se limitaient à la simple diffusion des thèmes techniques modernes mis au point par la recherche ou importés ailleurs. Selon les Experts de l'IRAM *, cette pratique se réduisait à un simple apprentissage de quelques recettes techniques et pédagogiques qui d'ailleurs s'avéraient rapidement insuffisantes. Les paysans les connaissaient rapidement et les agents d'encadrement se trouvaient démunis face aux problèmes réels posés par les intéressés. Dans la conception moderne, la vulgarisation ne pourra pas être conçue uniquement comme instrument de diffusion de savoir technique dont les agents d'encadrement seraient des vecteurs et les techniques pédagogiques des moyens de réussite ; elle devrait plutôt tenir compte du système de production et des structures agraires dans leurs composantes techniques, économiques et sociales [2].

Le succès de tout programme de vulgarisation et d'animation ne peut être perçu que dans la mesure où les actions entreprises touchent les problèmes réels au niveau du terrain en prenant en compte les diverses conditions socio-économiques des producteurs et en s'appuyant sur une politique favorable du développement.

---

1) Bureau de l'Education Rurale, *Ecole Communautaire au Burundi,* Bujumbura, Février 1981, p. 3.

2) IRAM, *La formation des agents de développement rural à la pratique de l'intervention conseil,* Rapport non publié, Paris, pp.3-6.

* IRAM, Institut de Recherches Appliquées en Méthodes de Développement.

Les éléments nouveaux à introduire doivent contenir une base scientifique pour que les paysans comprennent le bien fondé des innovations. Afin qu'elles deviennent partie intégrante d'un comportement adapté au changement, les innovations doivent être comprises et acceptées par la population - là encore intervient le choix des moyens et des instruments d'information les plus adéquats pour faire en sorte que le message transmis centre la cible, c'est-à-dire qu'elle doit comprendre ce message sur le plan intellectuel, mais également l'absorber et le traduire en un certain type de comportement pratique. La plupart des pays africains font recours aux systèmes d'information modernes pris essentiellement en charge par la grande presse. D'apparition très récente, ces systèmes rencontrent d'énormes problèmes qui limitent fortement leur impact au service de l'éducation permanente.

La solution préconisée par J.A.S. RITCHIE suggère que "les méthodes à caractère plus didactiques telles que les exposés oraux ou les causeries et les contacts avec le grand public au moyen de film, de la radio ou de la télévision, de tracts, d'articles de journaux, d'affiches ou d'expositions, sont plus efficaces dans l'éducation populaire lorsqu'elles sont associées à des méthodes personnelles de communication où les échanges d'idées sont possibles et où la participation de l'auditoire est encouragée" [1]. Ces méthodes ont pour avantage, pour des questions traitées, d'aider les paysans à établir un lien entre ce qui est recommandé dans un discours ou dans un article de journal et leurs propres problèmes et possibilités. Aussi faudrait-il encourager le fait que ces moyens de communications de masse traitent des éléments de connaissance, de jugement et d'application qui intéressent la majorité de la population au lieu de s'occuper uniquement des données d'informations susceptibles d'intéresser le public scolarisé. Cette orientation permet de rendre la grande presse comme médium de communication et d'autocréation au service de la majorité.

---

1) Jean A.S. RITCHIE, *Etudions la nutrition ; méthodes d'éducation du Public*, Rome, FAO, 1968, p. 132.

C. Sur le plan de l'alphabétisation fonctionnelle, il a été constaté que dans la plupart des pays en développement, la majorité des ruraux sont analphabètes. Comment peuvent-ils être initiés aux techniques modernes s'ils ne sont pas capables de lire, d'écrire pour comprendre des fiches techniques ou faire de la gestion ?
Certains pensent qu'un effort d'alphabétisation des adultes résoudrait cette difficulté. D'après les expériences menées par l'UNESCO en Afrique [1], il a été démontré que l'alphabétisation a permis de jouer un rôle indéniable dans la vie socio-économique des paysans.
Sa contribution au niveau du développement économique et social, a permis aux paysans de s'initier au monde de la mesure et du poids et à la pratique du calcul économique au niveau de l'exploitation agricole. Ce qui a encouragé les paysans organisés à prendre en charge la commercialisation de leurs produits agricoles (opérations de pesées, des paies des membres, de gardiennage des produits collectés, etc..), à améliorer des connaissances techniques grâce à la diffusion d'un certain nombre d'informations techniques par la presse, et à augmenter et réinvestir des ressources financières à travers le versement des ristournes.

D'autres motivations poussent les ruraux à s'intéresser à l'alphabétisation. Pour eux, cet apprentissage est un moyen de surmonter la frustration due au manque de communication avec l'administration vu que la plupart des fonctionnaires s'expriment dans une langue qu'ils ne comprennent ni ne parlent et qu'ils ne peuvent accéder facilement à la production des documents écrits dans la seule langue étrangère.

Aussi, l'alphabétisation pourrait être à leurs yeux l'affirmation de l'identité culturelle. Tout en dépassant l'histoire orale, les paysans alphabétisés peuvent transcrire des contes et dresser des inventaires des traditions orales ; ce qui améliorerait la connaissance de leur propre langue.

---

1) UNESCO, *Alphabétisation et développement en Afrique*, Paris, 1980.

Si ces raisons poussent aujourd'hui les paysans africains à désirer s'alphabétiser, force est de constater, cependant, que rares sont les programmes qui se fixent comme objectifs délibérés de répondre à de telles préoccupations.

Par ailleurs, certains éléments s'ajoutent aux constatations précitées pour expliquer les causes des échecs de l'alphabétisation fonctionnelle : d'abord, comme l'explique Isabelle DEBLE, ces actions de formation se caractérisent dans l'ensemble par leur manque de continuité, de sorte que certains paysans sont incapables de suivre jusqu'au bout toutes les séances d'alphabétisation. Souvent même, s'ils acquièrent certaines bases élémentaires de lecture, d'écriture et de calcul, ils ont très peu de possibilités de les utiliser par manque d'occasion. Ensuite, il faut souligner que cet enseignement n'échappe pas davantage que l'école classique aux modèles importés quant à sa finalité [1].

Dans l'état actuel des choses, plutôt que d'inventer de nouvelles théories ou de nouvelles doctrines, ce qui paraît le plus urgent c'est d'entamer avec les principaux intéressés un véritable dialogue leur donnant la possibilité de dire réellement les raisons pour lesquelles ils souhaitent s'alphabétiser et de s'efforcer par la suite d'y répondre.

Car, on a trop souvent élaboré des projets pour les paysans sans demander leur avis.

En outre, il ne suffit point de donner aux paysans alphabétisés les occasions uniques de lire et d'écrire, mais faut-il encore leur fournir les moyens d'utiliser ces connaissances faute de quoi, très vite, il y aura une stagnation puis une régression dans leurs nouvelles acquisitions (retour à l'analphabétisme).

---

1) Isabelle DEBLE, *Rapports entre formations scolaire et extraordinaire,* dans Y.MIGNOT - Le FEBVRE et J.M. MIGNON, op.cit. p.75.

Ainsi pour rendre les actions d'alphabétisation fonctionnelles, opérationnelles et efficaces, G. BELLONCLE nous suggère, "d'adopter des méthodes simples et une pédagogie active, concrète, progressive, inventive et répétitive. Cet enseignement devra s'appuyer sur les réalités vécues et sur une pratique immédiate" [1]. De cette manière, les adultes pourront comprendre le bien fondé des innovations que l'on veut introduire dans leurs communautés.

Après l'analyse des constats des principaux projets et réseaux éducatifs tels que les ont connus certains pays africains, serait-il possible de penser à (ou aux) stratégie (s) à mettre en place pour que les actions éducatives projetées puissent répondre aux exigences du développement rural ?

3. Repère pour une stratégie éducative en milieu rural.

Sans prétendre dégager une généralisation, les démarches que nous allons préconiser cherchent à systématiser les voies et les moyens adoptés dans des programmes éducatifs récents, testés ici et là dans beaucoup de pays africains et dont les résultats se sont montrés satisfaisants. Ces méthodologies cherchent à répondre au souci de rendre l'éducation à la fois moteur efficace de création et de propagation des progrès techniques et instrument de valorisation des acquis traditionnels afin de rendre l'homme africain responsable de sa destinée et de promouvoir un développement endogène.

La démarche s'axe sur les orientations ci-après : toute action éducative doit partir de l'étude du milieu en faisant le point des connaissances, du savoir-faire et des modes de communication traditionnels tant sur les plans technique que scientifique avant de décider de la technologie moderne à utiliser.

---

1) Citation faite dans UMA LELE, *Le développement rural : L'expérience africaine*, Paris, éd. Economica, 1977, pp. 225-226.

L'adoption de cette nouvelle démarche pédagogique permet d'aider les intéressés à passer d'une connaissance intuitive de leur milieu à une connaissance raisonnée.

Dans ce cadre, l'analyse du milieu aura pour but non seulement de faire prendre conscience aux enseignés de l'importance de ce que Lévy STRAUSS appelle "Science du Concret", mais aussi de les aider à analyser l'ensemble des transformations subies par leur société sous le choc du contact des cultures. Cette démarche aura comme conséquence la prise de conscience par les ruraux de leur environnement, des déséquilibres croissants dans leurs différents rapports de production, afin d'évaluer le degré de validation des acquis disponibles avant de provoquer l'intérêt à l'adoption d'autres moyens extérieurs de changement.

C'est dans ce cadre qu'intervient tout le fondement philosophique de Paolo FREIRE sur sa méthode d'éducation de masse et de conscientisation basée sur le principe selon lequel "l'éducation n'est plus seulement le moyen d'apprendre quelque chose à son interlocuteur mais de rechercher avec lui les moyens de transformer le monde dans lequel il vit en lui faisant prendre conscience de sa problématique" [1].

L'acquisition de ces connaissances exige de mettre en place des mécanismes qui assureraient l'interférence réfléchie et dynamique des acquis traditionnels et des apports extérieurs, de manière à éviter les chocs culturels et les coûts sociaux dans cette recherche du développement intégré et adapté aux conditions spécifiques d'un milieu déterminé. Ceci permet d'assurer une élévation continue du capital scientifique technique et culturel de toute la communauté.

---

1) Paulo FREIRE, *La pédagogie des opprimés,* Paris, Seuil, 1973.

La mise en oeuvre de ces mécanismes requiert "le respect constant de la progression pédagogique : observation - explication - transformation du milieu, selon l'expression de G. BELLONCLE," non seulement dans la nécessité de lier la formation à la transformation, mais surtout dans le but de respecter la démarche naturelle de l'esprit humain" [1].

La transmission de ces acquis, qui est la phase décisive du système éducatif, ne pourra atteindre son objectif que dans la mesure où il sera possible de concevoir des méthodologies et des moyens adéquats de diffusion et d'acquisition des connaissances, permettant à la population paysanne de prendre des décisions réfléchies pour l'orientation de son destin.

A. Quant aux contenus pédagogiques (problème de fond), l'éducation de base devrait fournir une instruction minimale comme condition nécessaire de la participation effective des populations rurales aux activités productives comme aux processus social et politique.

D'après une étude entreprise par l'UNICEF, définissant les besoins d'instruction minimale comme le seuil d'instruction à partir duquel un individu est capable de participer aux actions du développement, il y a lieu de citer :

- l'alphabétisation et le calcul fonctionnel,
- les connaissances et les qualifications nécessaires pour exercer une activité productive qui, dans le cas du Burundi, doit être l'activité agricole, l'alimentation,
- l'hygiène, l'assainissement, l'éducation familiale, l'éducation civique et idéologique [2].

---

1) G. BELLONCLE, *Le chemin des villages : formation des hommes et développement rural en Afrique,* Paris, J. Harmattan-ACCT, 1979, pp. 232-233.

2) E.I.B., *Développement Rural intégré* , (fascicule n° 2 : l'approche pratique), *op. cit.*, pp. 45-46.

Ce contenu permet de lier la formation scientifique et technique et la formation générale.
Cette formation se déroulerait de préférence en Alternance à cause du nombre réduit des formateurs et à cause des vertus pédagogiques de l'Alternance : lier éducation et action, formation-transformation.

B. Les moyens pédagogiques à utiliser peuvent être, outre des contacts individuels avec les paysans et des réunions, l'intérêt des visites à d'autres paysans voisins et des journées de formation et information organisées sur un thème précis dans des conditions habituelles aux paysans et orientées vers une résolution finale concrète.

L'emploi des auxilaires pédagogiques simples, comme le tableau noir, le tableau à feutre, la boîte à image, les imprimés et les affiches, sont à recommander au lieu de recourir dans l'immédiat aux moyens audio-visuels très sophistiqués (diapo, film etc..).

C. Quant aux méthodes et techniques de formation, bien qu'elles s'inspirent des mêmes principes (voir G. BELLONCLE cité plus haut), celles-ci varient beaucoup selon l'époque et le pays. Outre les méthodes individuelles qui se montrent actuellement peu efficaces lorsqu'il s'agit d'atteindre la grande majorité des ruraux, il y a tendance à recourir aux méthodes et techniques de groupes mises au point à cette fin. Celles qui se sont montrées opérationnelles dans la plupart des pays africains sont entre autres [1] :

1. La correspondance : cette méthode, utilisée par INADES-Formation *, offre un apprentissage agricole aux agriculteurs et aux jeunes gens qui se préparent à le devenir. Il fournit des manuels et du matériel didactique simples portant sur les instructions et les conditions locales.

---

1) Voir rapport de synthèse sur la "Formation des agriculteurs dans les pays en développement" par S.H. SUDAD in *Formation pour l'agriculture et le développement rural,* Rome, F.A.O., 1979, pp. 94-114.

* INADES : Institut Africain pour le Développement Economique et Social.

Cette formation à distance, sans être directement liée aux activités du terrain fournit néanmoins un soutien efficace à la formation dispensée par les agents de vulgarisation à l'aide de matériel didactique approprié.

2. La vulgarisation par démonstration sur base de vérification experimentale sur le terrain : c'est la technique la plus largement répandue pour la formation paysanne. Elle porte sur les techniques d'utilisation des facteurs de production (semences, engrais, pesticides et techniques culturales) et le vulgarisateur donne des directives. Pour accroître son intérêt envers la population, cette technique est insérée dans les groupes de discussion où les participants, grâce à leur initiation à la dynamique du groupe et à l'animation, ont la possibilité d'échanger leurs expériences et leurs opinions sur les démonstrations et les problèmes qu'ils ont rencontrés sur le terrain en adoptant des pratiques améliorées.

3. Techniques de communication dans la formation rurale : d'un usage très récent, elle consiste à utiliser des imprimés centrés sur la population locale. Le contenu et l'utilisation de ces matériaux didactiques permettent à la population de se livrer à une autoanalyse qui à son tour sert de catalyseur pour le consensus et l'action. La discussion en groupes (entre les populations et les agents de vulgarisation) aide à dissiper les doutes des agriculteurs et à les encourager à adopter les pratiques améliorées de production.

4. Education des masses : cette méthode consiste en l'association de trois médias : radio (et télévision si possible), discussion de groupe et matériel imprimé.

   Ce dernier consiste en textes simples comportant des exercices et en manuels pour animateurs de groupe. Il sert de base aux discussions de groupe tandis que les programmes radiodiffusés apportent des informations complémentaires pour alimenter directement la discussion.

Cette campagne d'éducation des masses, telle qu'elle a été utilisée en Tanzanie, s'oriente vers la formation scolaire agricole, sanitaire, politique etc...
Elles sont conçues pour atteindre un million d'adultes et se proposent non seulement de leur apporter des informations, mais également de modifier leur comportement individuel et collectif.

La campagne comporte les éléments suivants :

- Les groupes se forment tandis que la radio diffuse de la musique et des chants portant sur le thème de la campagne.
- Les membres du groupe écoutent un programme radiodiffusé de 20 minutes.
- L'animateur de groupe lit à haute voix le chapitre correspondant du texte.
- Le débat s'ouvre sur l'examen de la méthode didactique.
  Ce débat terminé, le groupe passe à l'étude du problème et décide des mesures à adopter pour les résoudre.
  Dans la semaine, entre les réunions ou même plus tard, des membres du groupe prennent des mesures préconisées soit individuellement soit collectivement, selon le type de problème à résoudre.

L'avantage de cette campagne éducative, c'est qu'elle permet aux participants non seulement d'acquérir des connaissances, mais aussi d'établir un lien entre ces nouvelles connaissances et leur propre situation, et prendre conscience de la possibilité qu'ils ont de changer cette situation.

Le succès de cette méthode dépend :

- de la limitation du nombre de membres par groupe de discussion (20-25 membres)
- de la disponibilité de manuels didactiques en quantité très élèvée
- de la compétence, de l'initiative et de la sensibilité des animateurs de groupe.

4. Quelques préalables indispensables.

Ces différentes techniques de formation et d'information présentées peuvent être utilisées simultanément pour aboutir aux résultats escomptés. Cette optique nécessiterait des recherches sur la définition du système éducatif adapté aux objectifs de développement rural. Ceci nous ramène à poser un certain nombre de préalables pour que cette méthodologie puisse être applicable :

A. La fonctionnalité de l'enseignement : l'éducation fonctionnelle exige que les contenus pédagogiques puissent être orientés vers les solutions des problèmes que les paysans considèrent comme urgents. Cette vision sera, à l'égard des participants, un moyen de susciter en eux l'intérêt d'adhérer aux actions de développement de leur communauté. C'est pour cela qu'il est important de veiller aux systèmes de formation par "objectifs". Les programmes de ce type de formation permettent de répondre aux besoins particuliers et spécifiques de population - cible (enfants, jeunes, femmes, hommes). C'est par cette voie que celle-ci pourra participer concrètement à la préparation et la réalisation des projets spécifiques du développement de sa contrée en fonction de ses besoins particuliers.

B. Le problème de la langage et de la médiation pédagogique : l'usage des langues nationales ou vernaculaires reste à nos yeux un moyen efficace pour véhiculer les informations. Dans le cadre de l'interaction entre le savoir traditionnel et le savoir moderne, G. BELLONCLE nous recommande d'utiliser les seules langues dans lesquelles le savoir traditionnel est transmissible [1]. Pour cela, l'effort devra tendre d'ores et déjà vers la compréhension de la langue du paysan (expression, image et proverbes) et la collecte des traditions orales qui devront servir de matériaux pédagogiques.

---

1) G. BELLONCLE, *Le chemin des villages : formation des hommes et développement rural en Afrique*, Paris, J. Harmattan-ACCT, 1979, pp. 234-236.

L'acquisition de ces outils permettra au formateur de maîtriser la langue nationale dans la transmission des connaissances. Cette maîtrise ne sera évidente que lorsqu'elle touche les dimensions de l'oralité, de la visualisation et de l'écriture. Au niveau de l'oralité, il faudrait que le formateur ait la capacité de comprendre en profondeur le langage paysan et acquière les différentes modalités de son expression. Quant à la maîtrise de la visualisation, il devrait être en mesure de captiver les différents supports visuels qui sont mis à sa disposition par les techniques modernes. Dans le domaine de l'écriture, l'effort devrait permettre l'acquisition par le formateur d'une solide formation linguistique.

La maîtrise de ce triple langage par l'instructeur permettra à ce dernier de bien mener sa tâche de propagation des connaissances - et d'élever le niveau de formation et de compétence des enseignés.

C. L'attitude des cadres du développement à l'égard de la paysannerie : dans la plupart des cas, les agents de développement en milieu rural adoptent dans le cadre de leur métier, une mentalité bureaucratique et autoritaire, séquelle des sociétés de l'ère coloniale, ou marque de la société actuelle. Cette vision devrait être supprimée à l'égard des ruraux. Seule l'adoption d'attitudes coopératives, grâce au dialogue, peut aider les paysans à marcher délibérement vers la libération.

Outre la formation scientifique solide qu'on exige d'eux, les formateurs doivent acquérir les qualités nécessaires à la vulgarisation, à savoir le dévouement, la compréhension des êtres humains, la patience et l'intelligence.

Aussi, serait-il opportun de les encourager à bien connaître le milieu dans lequel ils vivent (son écosystème, sa population, ses facteurs de résistance contre l'adoption d'innovation amélioratrices .....) et à y travailler. Ceci permettrait de préparer ces agents au travail du terrain et à devenir de véritables animateurs.

* *
*

En conclusion, l'ensemble des réfléxions dégagées dans ce document n'est qu'une façon de s'interroger sur l'avenir des systèmes éducatifs à implanter en milieu rural en vue de promouvoir son développement.

Tout en rejetant la conception unilinéaire et ethnocentrique du développement, préconisé depuis longtemps, et qui met l'accent sur l'économique et la nécessité d'une croissance rapide, la tendance actuelle préconisée par l'UNESCO devra remettre l'homme au centre du développement et contribuer à l'étude des conditions socio-culturelles, des systèmes de valeurs et des motivations de participations des populations pouvant favoriser les processus du développement endogènes et diversifiés répondant aux réalités et aux besoins des différentes sociétés [1]. Ceci exigerait de la part des pays africains de penser, d'une part, au système d'éducation qui pourrait jouer un rôle déterminant dans la prise en charge par la population du milieu dans lequel elle vit, et d'autre part d'établir les bases d'une formation en vue d'un développement auto-entretenu qui prendrait en compte l'écosystème et apprendrait à le respecter.

---

1) Citation faite dans Y. MIGNOT-LEFEBVRE et J.M. MIGNON, op.cit., p. 2.

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NYANDWI Nicodème, PABANEL Jean-Pierre, L'information de l'éducation rurale, pp. 81-100, Cahiers du CURDES n° 1, Juin 1982.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr